

KIT DE LA GRÈVE LYCÉENNE

Se mobiliser contre la politique du gouvernement

Les méthodes de lutte (construire un rapport de forces)
Se coordonner pour étendre la mobilisation
Se mobiliser et s'organiser sur la durée
Connaître le fond des attaques
S'organiser au niveau local
Du côté des slogans
La répression



www.npa2009.org

contact-jeunes@npa2009.org

Facebook : Jeunes Nouveau Parti Anticapitaliste

Twitter : @NPA_jeunes

Instagram : @npa_jeunes

SOMMAIRE

I - LES PLANS DU GOUVERNEMENT POUR DÉTRUIRE NOTRE AVENIR	3
II - LES MÉTHODES DE LUTTE	5
III - S'ORGANISER AU NIVEAU LOCAL	6
IV - SE COORDONNER ET ÉTENDRE LA MOBILISATION	8
V - RENVEDICATIONS	10
VI - SLOGANS	10
VII - INTERVENTION TYPE	12
VIII - LA RÉPRESSION	12
IX - REJOINDRE LE NPA POUR S'ORGANISER SUR LA DURÉE	15

I - LES PLANS DU GOUVERNEMENT POUR DÉTRUIRE NOTRE AVENIR

Les E3C

Dans des centaines de lycées, les élèves refusent ou ont refusé de passer les épreuves communes de contrôle continu (E3C). La pression est de plus en plus forte pour nous les faire passer : menaces de zéros, conseils de discipline, envoi de la police, arrestations... Mais quoi qu'il en soit, les épreuves sont bien perturbées.

Les E3C ont lieu en histoire-géo, langues vivantes et maths pour la voie technologique, deux fois en première et une fois en terminale.

Blanquer dit que cela évite le stress des examens de fin d'année en terminale... À la place, on stresse toute l'année ! Comme les épreuves sont communes à tout le lycée, les profs n'ont pas le temps de s'arrêter pour approfondir ou expliquer des passages non compris, puisqu'il faut finir certaines parties du programme avant les E3C.

Mais comme les épreuves sont organisées localement, nous ne tombons pas sur les mêmes sujets selon où nous sommes... Ni sur les mêmes grilles d'évaluation, qui sont fixées par lycée ou éventuellement par « bassin » de ville. Et comme elles n'ont pas lieu partout en même temps, les sujets tombés dans un bahut se retrouvent ensuite sur les réseaux sociaux. Le ministre dit qu'il y a tellement de sujets dans la banque nationale que c'est impossible de deviner sur lequel on va tomber. Mais un fois qu'on a éliminé tous ceux qui portent sur des chapitres ou des notions qu'on n'a pas encore fait, il n'en reste plus beaucoup... À moins que nous tombions sur des sujets qui ne correspondent pas à ce qui a été fait en cours, comme c'est d'ores et déjà arrivé dans certains établissements !

Bref : c'est la fin de toute égalité devant le bac. Mais c'est bien le but du bac Blanquer.

Le bac Blanquer et Parcoursup

Dans le bac Blanquer, 40 % du résultat est évalué en contrôle continu. Le bac n'est donc plus le même d'un établissement à l'autre, selon les évaluations des professeurs. Il devient un examen local. Selon que tu le passes dans un lycée « réputé » ou dans un lycée « poubelle », sa valeur ne sera plus la même. Cette réforme va de pair avec la sélection à l'université, mise en place depuis deux ans par le dispositif Parcoursup.

Le gouvernement fait croire que les lycéen-ne-s sont mieux orienté-e-s, mais cette réforme permet simplement de les trier. Chaque lycéen-ne émet des vœux pour demander une filière et une université de son choix, mais les dossiers sont ensuite sélectionnés. Les professeurs d'université n'ont bien sûr pas le temps de lire les lettres de motivation demandées sur Parcoursup. La réputation d'origine du lycée joue finalement un rôle déterminant.

Aux deux dernières rentrées, plusieurs milliers de lycéen-ne-s se sont retrouvé-e-s sans affectation et une partie plus importante encore avec des affectations par défaut. Nous voulons que chaque bachelier et bachelière puisse avoir accès à la filière et à l'université de son choix. Pour cela, il faut supprimer Parcoursup et créer les places et les moyens nécessaires aux universités pour qu'elles puissent fonctionner correctement.

Le bac général « à la carte »

Pour la voie générale, les filières L, ES et S sont supprimées. Un tronc commun comprend le français, la philo, l'histoire-géo, deux langues, l'EPS, les sciences et l'EMC. Ensuite, chaque élève choisit trois spécialités et des options éventuelles.

Mais toutes les spécialités n'existent pas partout. C'est donc la course pour aller dans les lycées où il y a les enseignements voulus, avec une sélection renforcée à l'entrée. Certains établissements ne permettent pas de cumuler certaines spécialités disponibles pour des contraintes d'emploi du temps. Dans d'autres, les emplois du temps sont intenables...

En seconde, c'est le stress pour faire son « menu » et en fin de première c'est souvent la panique pour savoir quelle spé abandonner, car on ne sait pas ce qui est attendu par les établissements de l'enseignement supérieur... Et là encore, avec la sélection mise en place par Parcoursup, on ne veut pas se tromper !

La réforme du bac professionnel

La réforme du bac pro a pour but de diminuer les heures de contenus disciplinaires. Par exemple, les mathématiques et les sciences physiques en filière industrielle vont baisser de 32 %. En CAP, l'enseignement disciplinaire du français et de l'histoire-géographie vont baisser de 58 %. Les arts appliqués vont baisser de 50 %.

Le projet du gouvernement, c'est de faire des économies sur le dos des lycéen-ne-s, cela va impacter la qualité de la formation des lycées pro ainsi que la possibilité pour eux et elles de poursuivre leurs études.

Ajoutée à Parcoursup, cette réforme limite tout accès à l'enseignement supérieur pour les bacheliers et bachelières des séries professionnelles. Le but du gouvernement est que leur formation soit totalement adaptée aux besoins locaux des entreprises d'un secteur géographique. En clair, donner aux patrons une main d'œuvre docile et sous formée pour mieux l'exploiter.

Le NPA Jeunes revendique :

L'annulation des E3C et leur remplacement par des épreuves nationales en fin d'année.

L'abrogation du bac Blanquer.

Des diplômes nationaux, de qualité et reconnus dans les conventions collectives.

Non à la sélection ! Abrogation de Parcoursup !

De nouvelles suppressions de postes dans l'éducation

Depuis la rentrée 2018, plus de 4700 postes ont été supprimés dans les collèges et les lycées, alors que le nombre d'élèves augmente de près de 100 000. Plus de 2500 postes ont été supprimés à la dernière rentrée et près de 500 sont prévus pour la prochaine. Les classes sont de plus en plus surchargées, dépassant parfois les 35 élèves. Ces suppressions dégradent encore les conditions des lycéen-ne-s. Pour nous, il ne faudrait pas plus de 20 élèves par classe pour étudier dans de bonnes conditions.

Le NPA Jeunes revendique :

Pas plus de 20 élèves par classe.

Des moyens à hauteur des besoins pour les facs et les lycées.

La mise en place du service national universel (SNU)

C'était une promesse de campagne de Macron, le rétablissement d'un service militaire (et civil) obligatoire pour les jeunes. Il est pour l'instant uniquement ouvert aux volontaires, mais il deviendra obligatoire pour l'ensemble des jeunes âgés de 16 ans en 2022-2023. Il comprendra deux phases, l'une d'un mois, à l'âge de 16 ans avec deux semaines d'« intégration » en encadrement militaire. Au programme : port d'un uniforme, salut au drapeau français et chant de la Marseillaise tous les matins, activité physique et sûrement beaucoup de bourrage de crâne nationaliste et militariste. La future loi devrait d'ailleurs prévoir des sanctions en cas de mauvaise conduite ou de manquement aux valeurs de la République. Tu critiques la politique de la France en Afrique ? Tu parles de ce que font les flics dans les manifs ? Tu n'es pas un bon citoyen ou une bonne citoyenne et on peut te sanctionner pour ça !

Pour nous attirer, le gouvernement promet des formations, par exemple aux premiers secours, au BAFA, au permis de conduire... Pour beaucoup de jeunes qui n'ont pas les moyens de se les payer, c'est attractif. Mais pourquoi ne pas donner aux jeunes les moyens d'être autonomes ? Nous ne devrions pas avoir à subir la propagande de l'État français en échange !

Chaque année ce sont 800 000 à 900 000 jeunes qui seront appelé.e.s par ce dispositif. Le coût devrait se compter en milliards : autant d'argent qu'on pourrait utiliser pour augmenter les moyens de l'éducation et améliorer nos conditions d'études !

Le NPA Jeunes revendique :

L'annulation du SNU.

Une allocation d'autonomie pour tous les jeunes.

La hausse des frais d'inscription à l'université

Avec le dispositif cyniquement appelé « Bienvenue en France », pour les étudiant-e-s extérieur-e-s à l'Union européenne, le coût de l'inscription en licence passe de 170 à 2 770 euros et en master de 243 à 3 770 euros. Les étudiant-e-s étranger-e-s payent déjà bien davantage : test de français entre 75 et 200 euros, dépôt de dossier auprès de Campus France, coût du visa entre 79 et 269 euros, prix du billet d'avion, nécessité d'avoir 7 380 euros sur un

compte ou une attestation d'hébergement de trois mois en France... Et à ce jour les étudiant-e-s étranger-e-s sont exclu-e-s des aides sociales telles que les bourses du CROUS. Ainsi, cette attaque d'ampleur creuse les inégalités qui existent déjà ferment les portes de l'université aux plus précaires.

Le message du gouvernement est clair : faire le tri entre les jeunes issu-e-s de la bourgeoisie et celle et ceux qui viennent des milieux les plus modestes. C'est bienvenue aux riches !

Il s'agit aussi d'un premier pas avant d'augmenter les frais d'inscription pour tous et toutes, comme l'a souligné un rapport de la Cour des comptes en 2018.

Macron a gagné grâce aux voix de ceux et celles qui voulaient barrer la route à Le Pen... Mais il mène bien politique raciste et xénophobe, qui renforce les idées du FN et de l'extrême droite.

Le NPA Jeunes revendique :

Une fac gratuite ouverte à tou-te-s !

La régularisation de tou-te-s les sans-papiers !

L'égalité d'accès aux aides sociales quelle que soit notre nationalité !

La réforme des retraites

Cette réforme prévoit de rallonger l'âge de départ et de baisser les pensions : derrière un système « à points » obscur, se cache un véritable recul pour nos acquis sociaux. Cette réforme aura une conséquence immédiate sur les jeunes. Plus tard les salariés partent à la retraite, moins nombreux seront les emplois qui se libéreront, plus difficile ce sera pour les jeunes d'accéder à un travail. Dans un système où le chômage ne fait qu'augmenter, nous travaillerons plus tard et plus longtemps... Pour gagner de moins en moins d'argent à la fin. **On nous réserve un avenir sans bac, sans fac, sans diplôme, sans travail et sans retraite ! Nous ne serons pas la génération sacrifiée !**

La jeunesse lycéenne et étudiante a un rôle à jouer dans la construction d'une mobilisation capable de mettre en échec ce gouvernement au service des riches et des patrons.

II - LES MÉTHODES DE LUTTE

Face à des réformes aussi désastreuses pour notre avenir, il ne peut y avoir de logique de négociation ou d'amendement, nous devons exiger le retrait pur et simple des différentes réformes du gouvernement. Il n'y a pas trente-six solutions pour gagner. Il faut un mouvement de grève générale pour bloquer l'économie et mettre la pression sur les capitalistes.

Les jeunes ne peuvent pas bloquer l'économie mais ils et elles occupent un rôle central dans la mobilisation pour entraîner et donner envie aux travailleurs et aux travailleuses de rentrer dans la lutte. Notre mobilisation doit donc toujours chercher à s'étendre, à être visible et dynamique !

Le rôle des manifestations et des rythmes de mobilisation

Les manifestations sont primordiales. Elles permettent de montrer que nous sommes nombreux et nombreuses et donc de motiver ceux et celles qui pensent que se mobiliser ne sert à rien, que ce serait peine perdue. Elles donnent confiance dans l'action collective. Il faut sans cesse rappeler la nécessité de manifester, en plus d'un blocage par exemple, car cela permet de se retrouver avec tou-te-s les lycéen-ne-s mais aussi les étudiant-es, salarié-e-s et retraité-e-s du coin pour la même cause, avec les mêmes slogans. Une manifestation réussie, c'est un mouvement qui grandit.

La grève et le blocage

La question de la grève doit aussi être débattue car elle permet de dégager du temps pour amplifier le mouvement. On ne peut pas massifier les manifs si on n'est pas en grève. Et on ne permettra pas au mouvement de franchir un seuil si la grève n'est pas plus étendue qu'aux seules demi-journées de manif. Car il faut du temps, beaucoup de temps pour s'adresser à tout le monde, donc des journées entières de grève où des dizaines, puis des centaines de lycéen-e-s ne vont pas en cours et ensuite plusieurs journées de suite, etc. Un blocage peut être un bon moyen

pour mobiliser les lycéen-e-s, car il permet d'enlever la pression des parents et de l'administration sur les absences. Mais un blocage sans manifestation derrière ou trop répété peut aussi démoraliser les lycéen-e-s. Il faut donc aviser suivant la situation locale et nationale.

Passages dans les classes

Pour que le mouvement soit majoritaire, il faut s'assurer de discuter avec chaque lycéen-ne. Les tracts permettent de s'adresser à beaucoup de monde, mais ils ne remplacent pas les discussions, d'autant que tout le monde ne les lit pas. Pour annoncer une manif ou une assemblée générale, le mieux est de passer dans les classes. Évidemment, cela suppose un certain rapport de force avec l'administration, car il arrive qu'elle mette des bâtons dans les roues, et si possible de trouver un accord des profs, voire leur soutien pour qu'ils et elles laissent les lycéen-ne-s intervenir. On peut procéder de plusieurs manières. Soit, après avoir demandé l'autorisation au professeur, on fait une petite intervention, que l'on a préparée à l'avance, pour donner les revendications et les perspectives du mouvement. Soit on entre dans la salle, on s'assoit et on lance un débat avec la classe. Cette façon prend plus de temps et elle est plus « culottée », mais elle permet d'amener les lycéen-ne-s à leurs propres réflexions.

Débrayages

Le débrayage consiste à entrer dans un lycée en chantant des slogans pour motiver des lycéen-ne-s non mobilisé-e-s. Cette action est fréquemment utilisée et porte ses fruits. Lorsqu'il est organisé dans des lycées qui ne sont pas mobilisés, il peut permettre de motiver les lycéen-ne-s et les inciter à rejoindre le mouvement. Les débrayages peuvent aussi se faire de lycée en lycée, le matin afin d'annoncer une manifestation, soit l'après-midi, soit dans la suite du débrayage. Les débrayages ont l'intérêt de motiver aussi les lycéen-ne-s qui débrayent les autres. Ils sont très utiles en début de mouvement.

L'utilité d'un tract

Un tract permet d'informer largement les lycéen-ne-s d'un établissement. S'il n'est pas toujours lu par tout le monde, il permet de diffuser largement une information et de montrer « qu'il se passe quelque chose » sur le lycée. Lorsqu'il y a des périodes de mobilisation, les lycéen-ne-s s'intéressent davantage à la politique et aux tracts, ils sont donc davantage lus. C'est aussi l'occasion de mettre par écrit les arguments et les revendications des lycéen-ne-s mobilisé-e-s.

III - S'ORGANISER AU NIVEAU LOCAL

L'assemblée générale

L'AG doit être le lieu le plus démocratique. C'est là que toutes les décisions se prennent, pas seulement le blocage. C'est une forme supérieure d'organisation par rapport au vote à bulletin secret où l'on se contente de répondre « oui » ou « non » à une question (par exemple : « pour ou contre le blocage ») mais sans aucun débat, ni sans avoir confronté les avis et les arguments, alors qu'une assemblée générale doit permettre cela.

On commence par exposer pourquoi on se bat, puis on voit les moyens d'action. Chacun-e peut proposer des revendications (nationales ou locales, en termes de conditions d'études ou de droits démocratiques concernant la mobilisation) et des moyens d'action. Si l'AG est le lieu choisi pour organiser les votes (sur le blocage, les revendications...), c'est parce que c'est le lieu où le plus de lycéen-ne-s sont réuni-e-s. C'est donc le lieu le plus légitime. L'AG permet de ne pas déconnecter les votes des débats.

Concrètement

Pour que chacun-e puisse s'exprimer et participer au débat, il faut une tribune (ou une présidence) qui se charge de distribuer la parole et d'organiser la discussion et les votes (donc de récapituler les propositions au moment des votes).

Ordre du jour, introductions et listes d'inscrit-e-s

Le moyen le plus démocratique pour que chacun s'approprie le débat est de répartir le temps de l'AG en trois parties (ou plus) :

1. Pourquoi on se bat
2. Perspectives d'action
3. Votes

Il faut que quelqu'un introduise chaque point. Pour que le débat ait lieu dans les meilleures conditions, le mieux est de prendre une liste d'inscrit-e-s. Chaque élève qui souhaite prendre la parole lève la main et la tribune l'inscrit sur une liste. Elle distribue la parole dans l'ordre dans lequel chacun-e a levé la main. Si trop de monde s'inscrit, elle peut proposer de limiter les interventions à deux ou trois minutes. Pour éviter d'exploser le temps de l'AG, il faut minuter chaque point (exemple : 30 minutes sur les revendications, 20 minutes sur les perspectives, 10 minutes pour les votes...). Lorsqu'il y a beaucoup d'inscrit-e-s, il faut annoncer une « liste de clôture », c'est-à-dire qu'on dit au début d'une intervention que les dernier-e-s qui veulent parler peuvent lever la main pendant la prochaine intervention ; après, la liste sera close et il ne sera plus possible de s'inscrire. Quand l'intervention est finie, il faut récapituler la liste d'inscrit-e-s pour vérifier qu'on n'a oublié personne.

Les types de votes :

- Les votes « pour » ou « contre »

Exemple : quelqu'un propose de participer à une manif. On peut voter pour, contre, s'abstenir (cela veut dire qu'on se range à l'avis majoritaire) ou ne pas prendre part au vote (NPPV), cela veut dire qu'on pense que le vote n'a pas lieu d'être ; si c'est « NPPV » qui est majoritaire, le vote est repoussé à la prochaine AG. Donc, concrètement, la tribune annonce le vote puis demande « qui est pour ? », « qui est contre ? », « qui s'abstient ? », « qui ne prend pas part au vote ». Pour compter les voix, il faut des gens d'opinions différentes, afin qu'il n'y ait pas de contestation des résultats.

- Les votes « alternatifs »

Exemple : quelqu'un propose de participer à la manif de l'après-midi et quelqu'un propose de rester occuper le lycée toute la journée. On ne peut pas voter pour les deux, donc il faut soumettre les propositions l'une contre l'autre. Concrètement, la tribune annonce les deux (ou plus) propositions puis demande « Qui vote pour la proposition 1 ? », « qui vote pour la proposition 2 ? », « qui s'abstient ? », « qui ne prend pas part au vote ? ».

Les élections de délégations

On peut élire des délégations pour plusieurs objectifs (rencontrer l'administration, se rendre à une AG de profs, se rendre à une coordination avec d'autres lycées...) ; dans ce cas, il faut avoir voté le principe de l'envoi de ces délégations dans les moyens d'action. On procède à leur élection à la toute fin, puisque les délégations auront un mandat : ce qui a été voté par l'AG. Il faut déterminer combien de personnes participent à cette délégation ; s'il y a autant de candidat-e-s que de places, on fait un vote global sur l'ensemble de la délégation (mais on peut s'opposer à ce qu'une personne y participe, par exemple si un anti-grève veut aller rencontrer l'administration !). S'il y a plus de candidat-e-s, il faut procéder à un vote personne par personne. Les premières en nombre de voix sont élues dans la délégation. On peut aussi essayer de se mettre d'accord pour faire des délégations représentatives (s'il y a plusieurs opinions qui se sont exprimées, s'il y a plusieurs sensibilités politiques ou syndicales présentes, si on veut qu'il y ait des délégué-e-s issu-e-s de plusieurs niveaux de classes et filières, une délégation paritaire entre hommes et femmes, etc.).

Le comité de mobilisation

Le comité de mobilisation est une réunion de lycéen-ne-s mobilisé-e-s, alors que l'AG est la réunion de tou-te-s les lycéen-ne-s, mobilisé-e-s ou non. Il peut être élu-e ou réunir tous les lycéen-ne-s volontaires. Dans tous les cas, le moment où il se réunit et son rôle doivent être dits en AG. Le comité de mobilisation est à la fois un secrétariat et un état-major de l'AG. Il applique les décisions de l'AG, écrit le tract du lycée, organise le blocage, organise le départ en manif, se préoccupe du matériel nécessaire (mégaphone, banderole, papier pour les tracts et les affiches...). Mais le comité de mobilisation n'a pas qu'un rôle technique. Écrire un tract, c'est forcément réfléchir à une politique et à des arguments. Le comité doit aussi produire des argumentaires, pour faire des interventions dans les classes

ou discuter avec les lycéen-ne-s non mobilisé-e-s. Il doit enfin préparer les AG, les annoncer, s'occuper du lieu, de l'heure, de l'affichage, de l'information, mais aussi préparer les introductions aux différents points. Quand la mobilisation peine à décoller, qu'il y a très peu de monde en AG ou en manif, le comité de mobilisation est ce qui réunit les lycéen-ne-s qui veulent se mobiliser, même s'ils ne sont qu'une poignée. C'est en se réunissant quand même et en prenant en charge l'ensemble des tâches que ces lycéen-ne-s pourront faire arriver au déclic.

IV - SE COORDONNER ET ÉTENDRE LA MOBILISATION

Pour gagner face à la politique du gouvernement, un mouvement massif et organisé sur la durée est nécessaire. C'est la première leçon des mouvements sociaux de ces dernières années, que ce soient ceux des travailleurs et des travailleuses ou bien ceux de la jeunesse. Pour nous, lycéen-ne-s, il faut aussi pousser les travailleur et les travailleuses à entrer dans la bataille, car ils et elles peuvent empêcher l'économie de tourner.

Comment se mettre en lien avec les lycées des alentours, au niveau régional et au niveau national ?

Se coordonner avec les autres lycées, c'est favoriser la meilleure structuration possible pour étendre la grève et gagner.

Se coordonner localement

Quand on construit la lutte sur son lycée, il faut à la fois la faire progresser quotidiennement au niveau local, convaincre chaque fois plus de lycéen-ne-s de son bahut, et en même temps, essayer de tisser des liens avec les lycées aux alentours. Cela peut débuter, lorsqu'il n'y a pas encore de mouvement sur les lycées en question, par un travail d'information régulier (diffusions de tract, affiches, interventions...) et en prenant des contacts, avoir des discussions régulières, aider d'autres à construire un comité de mobilisation, à faire des AG. En période de mouvement, les débrayages sont un bon moyen d'être de plus en plus nombreux et nombreuses.

Débrayer les autres lycées peut se faire de manière organisée, quand on connaît des lycéen-ne-s mobilisé-e-s dans d'autres établissements. On se met d'accord pour dire que le lycée X part en manif en premier, passe devant le lycée Y pour former un cortège plus gros, puis qu'ils vont ensemble chercher le lycée Z, etc. Si un seul bahut est vraiment mobilisé, c'est à lui d'aller chercher ceux des alentours, c'est aussi un moyen de faire rentrer en action de nouveaux lycées et de se mettre en lien. En début de mouvement, un seul lycée organise ce parcours. Mais il faut chercher à organiser des réunions inter-lycées pour organiser ces parcours d'un commun accord entre tous. L'organisation au quotidien de la grève requiert un minimum de préparation et de centralisation, il est donc bien de mettre en place un cadre de discussion régulier entre les lycéen-ne-s qui agissent dans des bahuts proches, mais aussi avec les étudiant-e-s mobilisé-e-s, avec par exemple une coordination de quartier ou de département ou encore un collectif unitaire contre la réforme. Ce cadre ne doit pas seulement organiser la grève « techniquement » (se contenter de faire des parcours de débrayages). Il doit permettre d'élaborer et de proposer une orientation à la mobilisation et de coordonner une activité commune, de discuter des prochaines actions... C'est la meilleure stratégie pour gagner et c'est ce qu'il y a de plus démocratique.

À une échelle locale plus large

De même, il faut se préoccuper de construire de tels cadres à un niveau local mais plus large : une agglomération (grande ville et sa banlieue), des bouts de départements, voire d'une région. Le plus simple pour les mettre en place, c'est de convoquer des assemblées générales jeunes après les manifs. Ces AG permettent d'échanger avec plus de monde et donc d'apprendre les un-e-s des autres. Elles permettent de décider des parcours de manifs, d'organiser le déroulement de ces manifs, d'autres actions... S'il y a des cas de répression, elles permettent que tou-te-s les jeunes d'une région ripostent ensemble, par exemple en se rassemblant devant un commissariat, le tribunal, l'inspection académique... À la fin de l'AG, il peut être utile qu'une petite équipe soit élue pour appliquer les décisions (déposer un parcours, écrire et tirer un tract, prendre contact avec les organisations enseignantes...). L'idéal est que les lycéen-ne-s et étudiant-e-s présent-e-s qui constituent cette équipe soient élu-e-s dans leurs lycées et facs pour les représenter. Cela permet que ceux et celles qui ne peuvent pas s'y rendre aient un contrôle sur ce qui s'y discute.

Cela permet aussi de s'assurer que chaque lycée va être représenté.

Au niveau national

Nous faisons face à un gouvernement national. Ses attaques concernent l'ensemble du territoire. Il mène la même politique partout en même temps. Il est structuré avec un gouvernement central. Il a des relais régionaux (les 26 recteurs d'académies qui prennent directement leurs ordres du ministère de l'Éducation), départementaux (les inspections d'académies qui sont contrôlées par les recteurs ; les préfets qui prennent leurs ordres du ministère de l'Intérieur) et locaux, avec les chefs d'établissements. Un mouvement n'a aucune chance de gagner s'il ne tend pas à autant d'efficacité.

Si les différentes villes manifestent à des dates différentes, avec des revendications qui ne sont pas les mêmes, impossible de mettre une pression suffisante sur une machine de guerre aussi rodée que l'État !

L'importance de l'auto-organisation

Quand il n'y a pas de mouvement, ce sont les organisations permanentes, les syndicats, les associations, les partis, qui prennent l'initiative des dates de manifestation. Mais ces organisations, même quand elles sont unies, ne représentent pas l'ensemble des jeunes et des salariés. Certaines sont mêmes très intégrées à l'État, qui les finance et leur donne un certain pouvoir. Quand la tension monte entre l'État et la jeunesse, certaines organisations sont prises en étau entre la combativité des personnes organisées et le ministère qui leur demande de calmer le jeu. Un mouvement démocratique et efficace doit donc se doter d'une structure qui représente tout le monde au niveau national, à la fois parce que nous faisons face à un gouvernement centralisé et parce que parfois les organisations traditionnelles ne prennent pas leurs responsabilités. Cette structure, c'est la coordination nationale lycéenne et/ou étudiante. Elle n'existe qu'en période de mouvement très fort, car il faut que dans plusieurs régions, dans plusieurs départements, dans plusieurs villes, dans plusieurs lycées, il y ait des assemblées générales fortes. Mais pour les jeunes du NPA, les AG et coordinations représentent aussi autre chose : l'auto-organisation des jeunes et des travailleurs et travailleuses correspond à notre projet de société. Nous nous battons contre les attaques et essayons de les repousser une par une. Mais d'une manière générale, nous voulons en finir avec cette société, dans laquelle une minorité décide pour la majorité. La démocratie qui se met en place dans les mouvements sociaux doit aussi être le laboratoire d'un fonctionnement pour la société de demain.

Avoir une politique pour tout le monde

Le plus souvent, une AG de ville lance un appel à une coordination nationale. Cet appel doit être relayé dans les autres régions et les AG doivent décider de répondre à cet appel en envoyant des délégué-e-s. Les délégations doivent être élues pour être représentatives de leurs AG. Elles doivent représenter les différentes orientations qui existent, être légitimes pour représenter le mouvement. La coordination est la direction du mouvement : c'est elle qui est la plus légitime pour dire quelles sont les revendications, c'est-à-dire les conditions sans lesquelles la grève ne s'arrêtera pas. C'est elle qui décide des dates de manifestations. Si des négociations doivent avoir lieu, c'est elle qui doit être l'interlocutrice du gouvernement. Si le mouvement cherche à se lier avec d'autres secteurs, par exemple les profs, les étudiant-e-s, d'autres secteurs en lutte, c'est elle qui doit également être leur interlocutrice. Sans quoi, ce sont des syndicats non élus, non contrôlés et pas toujours représentatifs qui s'en chargeront.

Être une direction, ça ne veut pas dire donner des ordres ou imposer quoi que ce soit. La coordination commence par tracer un état des lieux de la mobilisation et doit proposer une politique pour tout le monde. Sur les revendications, elle reprend celles qui font accord entre tout le monde ou qui permettent d'étendre la mobilisation. Si dans plusieurs villes il n'y a que des revendications concernant les lycées généraux mais qu'ailleurs il y a des lycées pro en lutte, il est important de reprendre les revendications des lycées pro, même si elles ne concernent pas tout le monde. Sinon, la coordination exclurait une partie du mouvement. Mais si dans une région les lycéen-ne-s se battent pour des revendications locales qui ne concernent pas directement les autres lycées ou qui ne font pas accord, il faut faire attention à ne pas diviser le mouvement. Il faut garder des revendications qui maintiennent l'unité.

Sur les moyens d'action, la coordination prend en compte les difficultés qui existent à un endroit, les expériences qui ont réussi ailleurs. Elle tente de faire une synthèse, de proposer une orientation qui convient à tout le monde, de fixer des rythmes de manifs qui peuvent être repris aussi bien dans les villes très mobilisées que là où le mouvement

peine à démarrer.

Évidemment, là où la mobilisation est plus avancée, on peut décider de participer aux dates appelées nationalement, tout en ayant aussi d'autres dates et initiatives locales.

Une structure efficace et démocratique

Il est difficile de faire une politique parfaite, adaptée à tout le monde. La coordination peut faire des erreurs. C'est pourquoi elle peut se doter d'un comité national, une équipe plus restreinte qui se voit entre deux coordinations pour réagir à de nouvelles annonces du gouvernement, s'exprimer dans les médias, etc. Mais la condition la plus importante à respecter est la révocabilité des élus. Dans les institutions de l'État, si les électeurs et électrices ont un désaccord avec la politique d'un-e élu-e, ils et elles doivent attendre les prochaines élections, même si elles sont dans plusieurs années. L'auto-organisation suppose au contraire qu'un-e élue peut être révoqué-e. Un-e lycéen-ne ou un-e étudiant-e est élu-e pour aller à une coordination, pas pour aller à toutes. On réélit les délégué-e-s à chaque fois, tout comme les équipes élues par les coordinations. Et si quelqu'un a mal représenté l'AG à la coordination, on peut le révoquer à chaque fois.

V - RENVEDICATIONS

Pate-forme de revendications

- | | |
|--|---|
| - L'annulation des E3C et leur remplacement par des épreuves nationales en fin d'année. | - L'annulation du SNU. |
| - L'abrogation du bac Blanquer. | - Une allocation d'autonomie pour tous les jeunes. |
| - Des diplômes nationaux, de qualité et reconnus dans les conventions collectives. | |
| - Non à la sélection ! Abrogation de Parcoursup ! | - Droit de grève, banalisation des cours les jours de manif ! |
| - Arrêt des suppressions de postes ! | - Flics hors de nos lycées ! Non aux brigades d'intervention rectorales ! |
| - Embauche des personnels nécessaires pour arriver à 25 élèves par classe maximum, avec dédoublement pour les cours de langues ! | - Arrêt des exclusions ! |

VI - SLOGANS

Slogans éducation

Ce chant est un appel à ce soulever.
Contre les E3C on n'arrêtera pas de lutter.
Allez la grève allez
Oui on va tout bloquer
Et rien ne pourra nous arrêter.

Notre lycée reprend ces couleurs
Une fois de plus
Il faut leur faire peur
Les E3C ne nous arrêteront pas
Car nous allons reprendre nos droits.

Blanquer se sent maaal,
Le Recteur est tout pâââle
On va bloquer leur bac locaaal...

On est là , On est là même si Blanquer ne veut pas
Nous On est là
Pour l'avenir des lycéens
Et pour un monde serein
Même si blanquer ne veut pas
Nous on est là.

Dans le lycée de Blanquer (de blanquer, de blanquer)
Y a toujours moins de matières (de matières, de matières)
Tu obtiens un bac local (bac local...)
Et Parcoursup te recale (te recale...)
Ça ne doit pas passer, allez, allez, on bloque les E3C, allez, allez... (x2)

Jean-Michel Blanqueer
Ministre autoritaaiiire
On veut pas d'tes E3C...

Jean-Michel Blanqueer
Ministre autoritaaiire
On veut pas d'ton bac locaaaal...

« Et tout le monde déteste les E3C »

Du fric pour les facs et les lycées !
Pas pour les flics ni pour l'armée !

Dans tout les quartiers, dans toutes les régions !
Un même droit à l'éducation !

Réforme du bac *Clap*Clap* c'est dégueulasse ! (x4)

Macron, Philippe, et Blanquer
Et hop ! Tout ça à la poubelle !
Réforme du bac ! à la poubelle !
Gouvernement ! à la poubelle !
La répression ! à la poubelle !
Réforme des r'traites ! à la poubelle !

Slogans généraux

Y'en a assez, assez, assez d'cette société
Qui n'offre que le chômage et la précarité
Engraisse les actionnaires
Et répand la misère

A ceux qui veulent,
précariser les jeunes
Les jeunes répondent
RESISTANCE !

Les jeunes dans la galère,
les vieux dans la misère,
De cette société là,
on n'en veut pas !

Contre la précarité
Resistons !
On n'est pas de la chair à patron !
Macron, si tu savais,
ta réforme, ta réforme,
Macron, si tu savais,
ta réforme où on s'la met
Au cul, au cul
Aucune hésitation,
Non non non, a l'exploitation !

Public, privé, jeune et salarié
C'est tous ensemble
Qu'il faut lutter !
C'est tous ensemble

Qu'on va gagner !

Tout est à nous,
Rien n'est à eux,
Tout ce qu'ils ont ils l'ont volé
Partage du temps d'travail
Partage des richesses,
Ou alors ça va péter

De l'argent il y en a
Dans les caisses du patronat
Et l'argent on l'prendra
Dans les caisses du patronat !

Ils ferment les usines
Ils ferment les écoles
Y en a ras-le bol
De ces guignols !

Lycéens, étudiants,
Chômeurs et salariés
C'est tous ensemble qu'il faut lutter
C'est tous ensemble qu'on va gagner

Y'en a assez assez assez
De cette société
Qui n'offre que le chômage et la précarité
Engraisse les actionnaires et répand la misère / et vire
les salariés / détruit l'service public

Ni chair à patron
Ni chair à matraque
Les lycéenNES
contre attaquent !

Réforme des r'traites / Réforme du bac
C'est marche ou crève
La rue répond
Grève, Grève, Grève !

Les salariés virés
Les retraités volés
Les jeunes précarisés
C'est le capitalisme
Qui ruine, qui ruine, qui ruine la société !

C'est pas à l'Elysée
C'est pas à Matignon
C'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction
C'est par la grève, et par l'action !

VII - EXEMPLE D'INTERVENTION EN CLASSE POUR MOBILISER

(Conseils : toujours être polis avec les profs et commencer par se présenter)

Bonjour Monsieur/Madame, désolé d'interrompre votre cours quelques minutes, nous allons faire une intervention au sujet de la réforme du bac et des retraites, ainsi que de la manifestation du 5 mars.

Bonjour, je m'appelle XXX, je suis en classe XXX

Si nous intervenons dans votre classe, c'est pour vous parler de la journée de mobilisation jeune et intersectorielle du 5 mars.

Depuis plusieurs semaines, il y a des blocages de lycées, des perturbations d'E3C dans toute la France, à Lille, à Paris, au Mans par exemple...

Les lycéens comme les professeurs se mobilisent contre la réforme du Bac. Cette réforme casse le bac national et les filières, et met en place des bacs locaux en renforçant le contrôle continu. Il devient un examen local.

Selon que tu le passes dans un lycée « réputé » ou dans un lycée « poubelle », sa valeur ne sera plus la même.

Cette réforme va de pair avec la sélection à l'université, mise en place depuis deux ans par le dispositif Parcoursup.

Le gouvernement prétend que nous sommes mieux orientés, mais cette réforme permet en réalité de nous trier. Chaque lycéen-ne émet des vœux pour demander une filière et une université de son choix, mais les dossiers sont ensuite sélectionnés. Les professeurs d'université n'ont bien sûr pas le temps de lire les lettres de motivation demandées sur Parcoursup. La réputation d'origine du lycée joue finalement un rôle déterminant. Aux deux dernières rentrées, plusieurs milliers de lycéen-ne-s se sont retrouvé-e-s sans affectation et une partie plus importante encore avec des affectations par défaut.

Nous pouvons annuler les E3C, mais plus largement nous avons la force de faire retirer cette réforme !

En effet, depuis le 5 décembre, un bras de fer s'est enclenché contre le gouvernement et sa réforme des retraites. Pendant plusieurs semaines de nombreux secteurs étaient en grève reconductible. Le 5 mars, des coordinations nationales de lycéens, de l'éducation, des facs, et même une coordination nationale interprofessionnelle appellent à faire grève et à manifester contre la réforme des retraites (mais aussi contre l'ensemble des réformes du gouvernement. Le 5 mars c'est justement l'occasion de montrer qu'on refuse les plans du gouvernement pour notre avenir. Et pour montrer ça, il faudra manifester, être des milliers dans les rues...

Nous pouvons changer les choses en tant que lycéens !

Manifester est un droit. Si le lycée ne nous reconnaît pas la possibilité de rater les cours, c'est-à-dire de faire grève pour aller faire valoir nos droits. Sinon, nous laisserons tout notre avenir se faire brader au profit d'une minorité de très riches qui possède toutes les richesses.

Alors rendez-vous (tel jour) à XXh pour faire une assemblée générale / partir en manif.

La manif partira à XXh de (tel endroit), on se retrouve à XXh devant le lycée pour partir

VIII - LA RÉPRESSION

Nos droits

Tous les droits lycéens ont été gagnés après une lutte. Par exemple, les délégué-e-s de classes sont apparus après Mai 68, les CVL après le mouvement de 1998. Ces quelques droits sont très peu respectés, voire bafoués. S'ils ont été obtenus par le rapport de force, il n'y a que par le rapport de force qu'ils seront maintenus, respectés et que d'autres seront gagnés. Cependant, il peut être utile de connaître les textes officiels. Voici les différents droits des lycéens et les articles s'y référant

Le droit de réunion : il est très utile d'organiser des réunions dans son lycée. Tout élève est libre d'en organiser une. Elle peut traiter d'un sujet d'actualité. Pour l'organiser, il faut prévenir l'administration pour obtenir une salle. Pour faire intervenir des gens extérieurs à l'établissement, il faut écrire une lettre au proviseur qui peut examiner cette demande en conseil d'administration. En cas de refus de la part de l'administration, on peut se référer à article 3-3 du décret 85-924 : « Dans les EPLE du second degré, la liberté de réunion s'exerce dans les conditions ci-après : (...) dans les lycées, à l'initiative (...) d'un groupe d'élèves de l'établissement pour des réunions qui contribuent à l'information des élèves ».

Le droit de manifestation : les lycéen-ne-s ont-ils et elles le droit de manifester ? Oui, car aucun texte de loi ne l'interdit. Or, l'article 5 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (préambule de la constitution française) stipule que « tout ce qui n'est pas défendu par la loi ne peut être empêché ».

Le droit d'affichage : pour prévenir des réunions où des journées de mobilisation il est très pratique de pouvoir mettre des affiches. Normalement, tous les lycées doivent mettre un panneau d'affichage à disposition des élèves. Les lycéen-ne-s peuvent théoriquement librement exposer leurs affiches. Elles ne doivent pas être « partisans », c'est-à-dire qu'elles sont sans « étiquette » politique, ce qui n'oblige en rien ces affiches à être démunies d'opinions politiques. Avant d'afficher il faut demander l'autorisation au proviseur pour qu'il vérifie si votre affiche ne comporte pas de propos « diffamatoires » et « insultants ». Il faut signer les documents que vous exposez : rien d'anonyme ne peut être publié.

Le chef d'établissement ne peut refuser un affichage que s'il juge son contenu insultant à l'égard d'une personne ou clairement partisan. Il doit impérativement justifier ce refus par écrit. Si le refus du proviseur n'est pas justifié il faut alors faire appel à l'article 3-4 du décret 85-924 : « Les publications rédigées par des lycéen-ne-s peuvent être librement diffusées dans l'établissement (...) ».

Le droit de publication : il est souvent indispensable, pour expliquer aux lycéen-ne-s ce qu'il se passe dans les lycées (les attaques du gouvernement, les mobilisations), de pouvoir se doter d'un support papier que l'on peut diffuser largement, un tract. Malgré les dires des proviseurs, on peut distribuer des tracts à l'entrée de son lycée. En cas de soucis avec son administration il est bon d'invoquer la circulaire n° 91-051 du 6 mars 1991, modifiée par la circulaire n° 2002-026 du 1er février 2002, qui stipule clairement que « Les publications rédigées par les lycéen-ne-s peuvent être librement diffusées dans l'établissement. »

Il faut faire attention à ne pas se faire piéger inutilement, car la circulaire relative au droit de publication des lycéen-ne-s émet quelques restrictions : « Quelle qu'en soit la forme [les publications, journaux, tracts], ne doivent être ni injurieux, ni diffamatoires, ni porter atteinte au respect de la vie privée. En particulier, les rédacteur-trice-s doivent s'interdire la calomnie et le mensonge. (...) Les lycéen-ne-s s'interdisent tout prosélytisme politique, religieux ou commercial, sans pour autant s'interdire d'exprimer des opinions. »

Les sanctions : des élèves qui bloquent les E3C ou refusent de s'y rendre sont menacés d'un zéro et parfois interdits de revenir au lycée. Le Code de l'éducation précise bien : « la note zéro infligée à un élève en raison de motif exclusivement disciplinaire est proscrite. » Quant aux exclusions temporaires, elles peuvent bien être prononcées par le proviseur, pour une durée n'excédant pas huit jours. Au-delà, il faut convoquer un conseil de discipline. Ces pouvoirs sont exorbitants : nous sommes soumis à des décisions arbitraires. Jamais les chefs d'établissements n'accepteraient de pouvoir être sanctionnés par une seule personne !

Construire le rapport de force : il n'y a pas de « solution miracle » pour faire respecter nos droits ou éviter des sanctions injustes. Il faut mettre la pression sur l'administration. Créer un rapport de force, c'est-à-dire montrer à l'administration que nous ne laisserons pas nos droits être bafoués. Plus le rapport de force est significatif, c'est-à-dire, plus il y a d'élèves prêt-e-s à le faire, plus il y a de pression sur l'administration, moins les droits sont bafoués.

Se servir des droits selon le rapport de force : lorsque le rapport de force est défavorable aux lycéen-ne-s, se procurer une salle pour faire une réunion ou une AG n'est pas impossible. Il faut demander une salle par lettre

en demandant de justifier si la réponse est négative. Si le proviseur refuse, il n'y a pas grand-chose à faire à part le mettre dans le prochain tract pour expliquer aux élèves que leurs droits ne sont pas respectés. Avec un rapport de force plus favorable, les lycéen-ne-s peuvent par exemple venir en nombre dans son bureau et lui dire qu'ils et elles ne bougeront pas jusqu'à qu'on leur accorde une salle. La répression administrative ne peut être surmontée qu'avec un rapport de force suffisant. Quand le droit de manifestation n'est pas respecté, le seul moyen de contrer la répression est de mettre la pression en étant toujours plus nombreux et nombreuses à se mobiliser. Si la moitié du lycée va en manif, il sera plus dur de sanctionner les élèves mobilisé-e-s.

La répression, d'où vient-elle, comment lutter contre ?

À chaque mouvement dans la jeunesse la répression s'accroît : arrestations durant les blocages ou les manif, exclusions temporaires ou définitives des élèves grévistes... Faire grève devient un crime, la répression a un but pour le gouvernement : casser les mobilisations en cours et tenter d'éviter que de futures mobilisations aient lieu. Les administrations des lycées se défendent avec leur moyens contre les lycéen-ne-s grévistes, cela peut aller des lettres d'absence envoyées aux parents jusqu'aux exclusions définitives en passant par l'interdiction d'accès à l'internat pour les élèves internes. Le but est de faire assez peur en jouant sur les parents et sur l'autorité de l'école, pour que des lycéen-ne-s plus ou moins moteurs et motrices ne se mobilisent plus. Quand le gouvernement envoie, ou que les proviseurs demandent des flics devant les blocages, quand ils arrêtent des lycéen-ne-s pour de simples « contrôle d'identité » ou avec des prétextes bidons (« dégradations », « outrage »...), c'est toujours pour mettre la pression sur ceux qui participent au mouvement afin qu'ils ne se mobilisent plus. Des élèves qui sont arrêté-e-s ou ont des menaces de poursuites judiciaires auront plus de craintes pour se mobiliser la fois suivante.

La répression franchit un cap, avec cette année des flics qui ont envahi les lycées pour faire entrer les lycéen-e-s de force et empêcher des profs et élèves grévistes d'y pénétrer ! La police se laisse de plus en plus aller dans les manifestations, comme le montrent les Gilets jaunes mutilé-e-s, ou devant les lycées, comme on l'a vu en décembre 2018 lorsqu'un flic a filmé des lycéens mis à genoux à Mantes-la-Jolie.

C'est un enjeu pour la réussite du mouvement que de se protéger de la répression. L'État n'est pas quelque chose de « neutre ». C'est l'instrument aux mains d'une classe dominante, en l'occurrence les capitalistes, pour maintenir son pouvoir. La police est du côté de l'ordre, de la répression. La Justice l'est également, qui condamne presque systématiquement les militant-e-s accusé-e-s, même sans preuve, dans le cadre d'un mouvement. Il ne faut pas avoir confiance dans ces institutions. Il ne faut compter que sur nos propres forces pour y faire face et régler tous les problèmes que nous pouvons avoir pendant une mobilisation.

Que faire ?

La répression doit évidemment être prise en compte dans la construction de la mobilisation. La conséquence pour nous, c'est de construire une mobilisation suffisamment forte et organisée. Là où la police est envoyée systématiquement quand le lycée est bloqué, il faut être très nombreux et nombreuses pour tenir le blocage et être bien organisé-e-s pour que personne ne se fasse embarquer. Pour les manif, il faut s'efforcer de constituer un « service d'ordre », dont la fonction est de protéger le cortège de l'extérieur, guider le parcours, prévenir de la circulation, d'éléments extérieurs qui peuvent être hostiles au mouvement, de la police... Et donc garantir la sécurité des lycéen-ne-s qui sont à l'intérieur du cortège. Ceux et celles qui constituent le service d'ordre doivent être des personnes de confiance, de préférence élues ou désignées en comité de mobilisation ou en AG inter-lycées et clairement identifiées par les manifestant-e-s. De même elles doivent être représentatives du mouvement (et ainsi pas simplement composé de « gros bras » car ce n'est pas la force de ces individus qui importe, mais leur force en tant que groupe).

Pour ce qui est de la répression administrative, il faut réagir collectivement au sein du lycée, si l'ensemble des élèves engagé-e-s dans la grève sur un lycée prend position notamment lors d'une assemblée générale et se retourne contre l'administration par différents moyens gradués (pétition, envoi d'une délégation vers l'administration, occupation...), alors le rapport de force peut permettre de gagner des avancées et des protections durant la grève. Mettre en place un lien étroit avec des professeurs et personnels syndiqué-e-s permet d'avoir des protections qui sont davantage reconnues par l'administration. Pendant et après le mouvement et les arrestations, des collectifs pour le soutien de camarades arrêté-es, des campagnes de soutien, des collectes, sont autant d'éléments importants

qui permettent de médiatiser l'histoire et d'espérer ainsi peser sur la décision contre la justice. Il est donc important que ces collectifs soient les plus larges possibles et soient constitués de personnes qui ont du « poids » (élus, syndicalistes et politiques reconnus localement, FCPE, Ligue des droits de l'Homme...).

IX- REJOINDRE LE NPA POUR S'ORGANISER SUR LA DURÉE

La Lutte paie !

Tous les acquis sociaux dont nous bénéficions aujourd'hui ont été obtenus grâce aux luttes du passés. Des congés payés avec les grandes grèves de 1936 aux grèves victorieuses de 1995 pour les retraites.

Si on ne peut pas bloquer l'économie en tant que lycéens, on peut entraîner d'autres secteurs et lutter contre les diverses réformes que le gouvernement veut nous imposer. C'est ainsi que le projet du CPE fut retiré. Les lycéens et étudiants, en luttant ensemble, ont réussi à entraîner plus de 3 millions de personnes dans la rue. En 2008, un mouvement de masse, avec plus de 150 000 lycéens dans la rue, nous avons obtenue une demi-victoire avec le report de la réforme Darcos. Si nous n'avions pas connu le report de cette réforme, elle serait déjà en application aujourd'hui. Et c'est ce qu'il risque de se passer si on ne se mobilise pas contre les réformes en cours.

Toutes les luttes ne sont pas victorieuses. Ces dernières années, de nombreuses attaques sont passées, nos droits ont régressé. Le chômage, la précarité, les bas-salaires, les privatisations augmentent. Se mobiliser comporte toujours un risque. Mais par le passé de nombreuses luttes ont payé. Et même dans la défaite, nous faisons des expériences de mobilisations qui peuvent resservir dans le futur. Si le mouvement de 2005 contre la loi Fillon sur les lycées a perdu, il a joué un grand rôle pour préparer celui de 2006 contre le CPE. En tous les cas, il faut garder confiance. Se battre est utile et nous pouvons gagner, même contre le gouvernement Macron !

S'organiser dans la durée

La droite et les patrons sont à l'offensive contre les travailleurs et les jeunes. Face à leurs attaques, la jeunesse a su se mobiliser. Mais elles ont une cohérence d'ensemble : faire payer la crise aux jeunes et aux travailleurs pour sauver le système et les taux de profits de la classe dominante. C'est un système qui marche à l'envers et qui prend toujours aux plus pauvres pour donner aux plus riches. **On nous réserve un avenir sans bac, sans fac, sans diplôme, sans travail et sans retraite !**

Il faut approfondir les luttes engagées depuis des années et imposer un véritable rapport de force au gouvernement en se joignant à la bataille actuelle contre la réforme des retraites. Mais il n'est plus possible de se battre chacun dans son coin et de défendre son bout de gras alors que les acquis sociaux sont tous balayés.

Organisons nous pour renverser le capitalisme

Il faut s'attaquer à la logique globale qui répond aux souhaits de quelques grands patrons engraisés par notre travail. A travers nos luttes quotidiennes, c'est le capitalisme dans son ensemble qu'il faut renverser.

Les patrons, eux, sont organisés pour imposer leur politique grâce au MEDEF et même mondialement avec l'OTAN, l'ONU, le FMI, la Banque mondiale. Nous devons nous organiser aussi bien qu'eux. Rejoindre et construire le NPA, c'est leur opposer une force de frappe qui les fera reculer.

Plus que des combats ponctuels, il nous faut une vraie organisation de masse qui dise non aux patrons. Ce sont eux les responsables de notre précarité et de l'avenir de merde qui nous est réservé.

Tous ensemble, on doit imposer

La chute de ce système et la construction d'une nouvelle société, fondée sur la répartition des richesses, une vraie démocratie et débarrassée de toute oppression et de toute exploitation. Être anticapitaliste, c'est lutter dans la durée et annoncer la mort certaine d'une logique insupportable pour la jeunesse et les travailleurs.

Le NPA a pour ambition d'être un outil pour militer dans ce sens, garder la mémoire des luttes, préparer les prochaines bagarres, faire converger les combats, réfléchir à une société alternative et aller vers la transformation révolutionnaire de la société !

Nous ne seront pas la génération sacrifiée ! Soyons la génération révolution !

QUI SOMMES-NOUS ?

Jeunes du Nouveau Parti anticapitaliste, nous sommes lycéen-ne-s, étudiant-e-s, jeunes travailleur et travailleuses, avec ou sans emploi. Nous faisons le constat que la société capitaliste est à bout de souffle, une minorité soumet l'ensemble de la société à ses intérêts égoïstes, peu importe les conséquences pour l'immense majorité de la population.

Les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, mènent des attaques contre les jeunes et les salarié-e-s, contre nos acquis sociaux et démocratiques. Nos conditions de vies se dégradent toujours.

Face à cette situation, les organisations traditionnelles ne résistent pas et capitulent sans cesse face à la violence des gouvernements et du patronat.

Nous avons donc besoin d'un outil de combat contre le système capitaliste. Un parti qui est aussi fidèle aux jeunes et aux travailleur et travailleuse-s que le MEDEF l'est au patronat, pour lutter contre Macron, son gouvernement, et toutes leurs attaques. Un outil qui défend une stratégie pour mettre un coup d'arrêt à la politique de celles et ceux qui nous exploitent, nous précarisent, nous oppriment et détruisent l'environnement. Pour dessiner une autre voie, celle du renversement du capitalisme, un projet de transformation révolutionnaire de la société, pour en finir avec l'exploitation, le racisme, le sexisme, l'homophobie... Une société communiste, autogérée, démocratique. Cette société se construira par une transformation révolutionnaire, par une rupture avec le capitalisme, où la majorité de la population décidera et appliquera ses propres décisions. Cette rupture naîtra des luttes de tou-te-s les exploité-e-s et de tous les opprimé-e-s, des salarié-e-s, des chômeurs et chômeuses, des jeunes, des femmes, des immigré-e-s, des lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes... En bref, celles et ceux qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes ! Pour gagner, il faut lutter et s'organiser car nous ne pouvons compter que sur nos propres forces !

Cette brochure a été élaborée par des militante-s du secteur jeune du NPA, sur la base des expériences et des bilans – positifs ou négatifs – des mouvements sociaux passés. Une organisation politique permet notamment d'être un outil pour la mémoire des luttes. Car, en face, le gouvernement a su, lui aussi, tirer les bilans des mouvements passés. Bien sûr, de nouvelles formes de lutte, de nouvelles expériences, de nouveaux problèmes se posent et se poseront cette année. L'histoire ne se répète jamais de manière exacte, encore moins pour ce qui est des luttes et encore moins quand ce sont celles de la jeunesse. Mais si nous voulons être à la hauteur de notre adversaire, nous devons commencer par partager nos connaissances. Ce « kit de la grève » est une contribution pour servir la réflexion de tous ceux et toutes celles qui veulent riposter !



www.npa2009.org

contact-jeunes@npa2009.org

Facebook : Jeunes Nouveau Parti Anticapitaliste

Twitter : @NPA_jeunes

Instagram : @npa_jeunes